



Déclaration préalable au Comité Social Territorial du 27 novembre 2024

Fiers d'être fonctionnaires et en grève le 5 décembre

Monsieur le Président,

Il n'y a qu'un seul mot : Insupportable !

Insupportable le déferlement du « *fonctionnaire bashing* » matin, midi et soir sur toutes les chaînes de télévision et radio, à commencer par celles du multi milliardaire Vincent Bolloré, les torrents de démagogie des Pascal Praud, Cyril Hanouna et de leurs chroniqueurs. « *Il y a trop de fonctionnaires dans ce pays et franchement, ils ne font pas grand-chose* »

Insupportable les propos d'un ancien président de la République, Nicolas Sarkozy, sur nos collègues fonctionnaires enseignants qui déclare qu'ils ne travaillent que 24 heures par semaine, 6 mois dans l'année et qui dénigre, hilare et fier de son crétinisme, les professeurs des écoles maternelles.

Insupportable les propos des ministres du gouvernement de Michel Barnier qui veulent nous imposer 3 jours de carence sous prétexte de nous aligner sur les salariés du secteur privé. Chacun sait pourtant que 75% des salariés du privé voient les jours de carence pris en charge par leur employeur dans le cadre des conventions collectives.

Insupportable les propos du ministre de la fonction publique, Kasbarian, au Congrès des Maires, qui se résumait à « *Je ne suis là pour faire des économies* ». Aucune considération pour les agents ! Aucun intérêt pour la fonction publique !

Nous l'avons dit lors de notre déclaration préalable de la F3SCT il y a 15 jours : on ne dialogue pas avec les porte-parole du « *fonctionnaire bashing* », on les combat. Et on s'organise pour les combattre. D'où l'urgence, face à ce déferlement de « *trumpisme à la française* » de renforcer les organisations syndicales de la fonction publique.

C'est le sens de l'appel d'une intersyndicale quasi-unanime à la grève et aux manifestations du 5 décembre pour dire « Non aux 3 jours de carence », « Non à la baisse de l'indemnisation de 90% des congés maladie », « pour l'augmentation du point d'indice ». Pour la CGT, c'est le point d'indice à 6 euros.

Le syndicat CGT du CNFPT appelle les collègues à se mettre massivement en grève le 5 décembre.

A fermer les services, les antennes, les délégations du CNFPT!

A se joindre à un mouvement général pour qu'un maximum de services publics soient fermés ce jour-là afin que chaque citoyen se rende compte du caractère vital pour le pays des fonctionnaires et du service public qu'ils rendent au quotidien.

A travers cette journée de grève, il s'agit de réaffirmer l'exigence urgente de rétablir les droits des fonctionnaires : la retraite à 60 ans à taux plein ; le droit à la carrière ; le renforcement de notre pouvoir d'achat, le rétablissement de tous les droits statutaires qui ont été attaqués par les gouvernements successifs.

Monsieur le Président, vous nous direz peut-être « *Nous sommes d'accord avec tout cela, mais que pouvons-nous faire comme employeur ?* »

Beaucoup ! En tout cas beaucoup plus que ce que vous nous laissez entendre.

Car mettre fin au « *fonctionnaire bashing* », cela commence par le respect intransigeant des organisations syndicales qui les représentent et des instances paritaires dans lesquelles siègent leurs élus.

Ainsi quand un avis est rendu – comme dans le cadre de la révision d'un CREP- que l'employeur respecte l'avis majoritaire ! Quand l'employeur engage son autorité sur les lignes directrices de gestion et le droit à la carrière des agents : qu'il respecte ses engagements ! Quand une organisation syndicale soumet au CST une proposition pour « *avis* », que la démocratie sociale s'exprime et que cette proposition soit soumise pour « *avis* » au vote ! Quand une réorganisation se dessine dans un service, que celle-ci soit soumise pour avis au vote du Comité Social Territorial !

Mettre fin au « *fonctionnaire bashing* », c'est refuser le discours ambiant sur les « prétendus » privilèges des fonctionnaires et les propos pseudo-consolateurs « *c'est pire ailleurs* », ou comme l'a dit un jour un directeur régional du CNFPT aux agents de sa délégation « *ça pourrait être pire, vous pourriez être sous les bombes de Daesh* » ou comme le laisse entendre un autre « *il faut se résigner à rendre un service public dégradé* ».

Mettre fin au « *fonctionnaire bashing* » c'est agir pour renforcer les droits des fonctionnaires. Renforcer leur pouvoir d'achat par l'augmentation, au sein de notre établissement, de leur régime indemnitaire. Renforcer leur droit à la carrière en s'assurant de la nomination de tous les agents inscrits sur liste d'aptitude, que ce soit par la promotion, par examen professionnel ou par concours. Renforcer leur droit à la culture, au sport, aux activités sociales et culturelles, aux vacances par l'augmentation du taux de subvention au COS.

C'est cela que nous attendons de notre employeur et qu'il soutienne, en actes, et pas seulement en paroles, le combat que mènent les agents de notre établissement pour le statut de la fonction publique territoriale et des services publics.

Lors des dernières élections professionnelles, le slogan de la CGT était « *Fiers d'être fonctionnaires* ».

Oui, plus que jamais la CGT le déclare haut et fort :

Nous sommes fiers d'être fonctionnaires.

Nous sommes fiers d'être fonctionnaires et en grève le 5 décembre.

Nous sommes fiers d'être fonctionnaires et d'être à la pointe du combat contre le gouvernement réactionnaire et anti-social de Macron-Barnier-Retailleau-Kasbarian.

Et ce combat, comme vous l'avez dit en ouverture de cette instance, M. Iaccobi, pour le gagner, nous devons le mener « collégalement ».

Paris, le 27 novembre 2024